

Le printemps des Capucines

Brigitte FRIANG

Le printemps des Capucines, *Espoir* n°111, 1997.

Personne n'y croyait. Dans les couloirs, certains, même, ricanait. Aux échelons directoriaux où l'Autre est, par nature, un concurrent sinon un ennemi, l'incrédulité réticente ou la jalousie inquiète étaient moins cernables. Il y fallait prendre garde de ne pas s'attirer les foudres de l'Olympe. Ce qui n'empêchait pas les « Cher Ami », allègrement distribués, de ne pas toujours masquer les remarques fielleuses, de ne pas toujours freiner les tentatives d'empiétements ou de supplantation, ainsi qu'il est d'ailleurs d'usage dans tout conglomérat humain. Comme il est a fortiori de rigueur lorsqu'une parcelle de pouvoir ou de notoriété est attendue. Et encore bien davantage comme il est inévitable lorsque ce petit monde est agrégé autour d'un personnage « hors normes » : le général de Gaulle en l'occurrence. Et d'autant qu'il s'agit pour lors de le faire porter par le bon peuple au gouvernement de la France. Rien moins.

Parenthèse : cela se passait aux premiers mois de 1947. Deux ans pas tout à fait sonnés après l'armistice qui avait mis fin à six années de guerre qui, non seulement avaient foudroyé la France mais, tel un cyclone apocalyptique, avaient ravagé le globe entier et mis en terre (ou en mer, ou haché, ou brûlé, ou gazé, ou pulvérisé) quelque cinquante millions de frères humains.

Or donc, on n'y croyait pas. « C'est un romantique, pas un homme d'État », « il s'imagine toujours en Espagne, en train de jouer à la guerre », instillaient ceux-ci. « Pour l'heure, le Général s'en divertit. Bientôt, il s'apercevra que les vaticinations de notre révolutionnaire ne recouvrent que du vent. Alors, il l'écartera sans barguigner » s'encourageaient ceux-là.

Dans les propos plus triviaux, l'on se gaussait de l'incapacité supposée d'un écrivain, pire, d'un romancier, d'un « chevauteur de mythes » à administrer un service (le général de Gaulle lui avait confié les relations avec la presse et la propagande), à s'astreindre au quotidien prosaïque d'un bureau alors que, de plus, on le savait en train de mettre la dernière main à une imposante somme sur la Psychologie de l'art.

La presse française et étrangère donnait un écho complaisant à ces doutes. Elle était orchestrée par une gauche aiguillonnée par ses intellectuels qui, refusant toutes les évidences, tels les trois petits singes chinois, préféraient se clore les yeux, les oreilles et la bouche plutôt que de « désespérer Billancourt ».

Ajoutait au concert une droite – ex pétainiste à 95 % - qui ne lui pardonnait pas davantage d'avoir cru, dans les années trente, arc-bouté qu'il était à la lutte contre le fascisme en progression ravageuse, à l'espoir d'un essor de la liberté et d'un épanouissement de la dignité humaine que le communisme se targuait d'apporter de par le monde aux damnés de la terre. En Espagne, l'implacabilité sanguinaire des commissaires politiques soviétiques, plus occupés à liquider d'une balle dans la nuque les trotskystes et les anarchistes russes opposés à Staline et à anéantir le POUM, le « Parti ouvrier d'unification marxiste » dissident, qu'à organiser le combat contre les armées rebelles de Franco, lui avaient déjà donné à réfléchir sur les beautés de lendemains supposés devoir chanter.

Aussi en 1939, un an après la victoire de Franco sur le gouvernement républicain espagnol, à l'orée de la Seconde Guerre mondiale, quand l'Union soviétique s'était acoquinée avec Hitler,

s'était-il engagé dans les blindés – à 38 ans – lui qui, deux décennies plus tôt, avait usé de subterfuges pour se faire réformer. Néanmoins, c'est après avoir souffert de l'humiliation d'une défaite honteuse – derrière des barbelés vite franchis – et, surtout, de s'être enfoncé, plus tard, dans la glèbe du Quercy et du Périgord et dans la neige d'Alsace que, pour lui, la nation deviendra patrie. Ainsi l'idée s'était-elle muée en sentiment, en perception chamelle. Et « l'armée en haillons », celle de ces paysans, de ces étudiants, de ces instituteurs, de ces bourgeois, de ces ouvriers de droite comme de gauche, qu'il avait vu, côte à côte, « sortir à quatre pattes de leurs maquis de chêne » pour harceler à la mitrailleuse la redoutable division blindée Das Reich en route pour le front de Normandie, – ces « clochards » que veillaient « pour leur première nuit de mort les femmes noires de Corrèze » – puis « les bazookas de Corrèze (qui) avançaient à la rencontre des chars de Rundsted », lui avaient montré que l'engagement politique cède devant l'engagement pour la terre natale.

Même ses admirateurs craignaient qu'il ne trébuchât. Certes, ceux-ci se réconfortaient-ils au souvenir de son passage au ministère de l'Information – mais combien bref, deux mois, mais à l'automne 1945, au débouché de la guerre – au moment où les Français, malgré la pénurie, savouraient encore la liberté retrouvée et où comptaient davantage les CV de résistants et de combattants que les brevets de gouvernants ou d'administrateurs. Et dans les milieux où se fourbissent les piédestaux et les sellettes, nul n'ignorait alors quelle fascination commençait à se cristalliser entre Malraux et de Gaulle à la suite de leur première entrevue de l'été 1945.

C'était ce début d'envoûtement qui avait sans doute décidé le juste démobilisé « colonel Berger », commandant la brigade Alsace-Lorraine de la 1^{re} armée, à accepter le porte-feuille de ministre que lui avait offert le chef du nouveau gouvernement provisoire. Toutefois, au printemps 1947, il ne s'agissait plus de diriger un ministère avec ses satisfactions de pouvoir, mais un service de presse et de propagande d'un mouvement politique naissant. C'est-à-dire d'assumer une responsabilité austère et fort peu gratifiante. Aussi ses fidèles redoutaient-ils qu'il ne se lassât au bout de quelques mois, prêtant ainsi le flanc aux railleries de la presse et des « chers amis ».

Pari perdu. Assassinat manqué. Dès qu'au printemps 1947, le service de presse et de propagande du RPF s'installe 19, boulevard des Capucines, à l'Opéra, dans de confortables locaux loués à la Swissair, Malraux y prend ses quartiers, six jours sur sept, de neuf heures du matin à huit heures du soir, déjeuner excepté. Et tel sera son rythme (sauf une inquiétante fièvre de Malte et une fracture du poignet) jusqu'au déménagement pour le siège du secrétariat général, rue de Solférino, quelque trois années plus tard. Les ressources financières du Rassemblement s'étaient alors curieusement dégonflées au fur et à mesure que passaient les mois et que s'affaiblissait l'espoir que le MRP, la SFIO, les radicaux et modérés divers, qui constituaient la Troisième force et n'étaient associés que pour barrer la route à de Gaulle – et accessoirement aux communistes – mais détenaient les clefs du pouvoir, conscients de leur impotence et du dommage qu'elle causait à la France, y renoncent, entraînant la dissolution de l'Assemblée.

La foudre tomberait le 17 juin 1951. Le RPF qui, après sept mois d'existence, s'était offert 38 % des suffrages exprimés aux élections municipales d'octobre 1947, n'allait en recueillir que 21,6 %... alors que le double avait été espéré. Echec d'autant plus amer que les dés avaient été clairement pipés. La loi électorale du dernier scrutin de 1946 avait été opportunément modifiée, ce qui, après tout, est une pratique classique. Surtout, avait été inventée, la « loi des apparentements », géniale coquinerie, unique dans l'histoire de la démocratie française, concoctée dans le seul but de faire capoter le Rassemblement. Le « jeu » – c'était le terme en

usage – consistait à permettre à autant de listes que souhaité de s'« apparenter ». Si leurs voix réunies comptabilisaient la majorité absolue, la totalité des sièges dévolus au département leurs revenait. CQFD. Or, de Gaulle, bien entendu, s'était refusé à partager cette soupe malodorante. Soit dit en passant, la rumeur avait attribué la paternité de cette admirable canaillerie à Edgar Faure, le futur ministre de l'Éducation nationale du Général après mai 1968...

Du haut en bas de l'échelle du RPF, le choc moral allait être tel qu'il entraînerait l'éclatement, puis la décomposition du Rassemblement, à qui un communiqué de presse du général de Gaulle, le 6 mai 1953, servirait d'avis de décès.

On était loin de cette déconvenue au printemps 1947, lorsque Malraux s'installait dans son grand bureau « des Capucines » dont les hautes fenêtres donnaient sur le Café de la paix. Dès le début, les choses furent claires : le combat continuait. Seul l'adversaire avait changé. Il était double : une Constitution qui invalidait la France ; un parti communiste (les « séparatistes », le « parti de l'étranger ») qui, membre du Kominform, rongait les forces du pays à coups de grèves déclenchées par une CGT aux ordres. Le but était clair. Il s'agissait de le fragiliser, accroché qu'était le PCF à l'espoir du soutien de Staline au cas où il parviendrait à s'emparer du pouvoir (il réunissait plus du quart – il avait frôlé le tiers – du corps électoral) et à la perspective d'une possible avancée de l'Armée rouge. Deux hypothèses qui, pour incroyables qu'elles semblent aujourd'hui, étaient loin de paraître invraisemblables à l'époque. De la ferme d'Auvergne aux allées des divers pouvoirs, dans les états-majors français, et aussi européens, et même américains, on ne débattait que de l'invasion soviétique.

En juillet 1947, comme il sillonne la France, de ville en ville et de discours en discours, pour stigmatiser « le régime des partis », de Gaulle avertit : « Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave. Ils ont pour but de parvenir à la dictature chez nous comme leurs semblables ont pu réussir à le faire ailleurs ; pour atteindre leurs fins, il n'y a pas de moyens que ces hommes n'emploient... ».

Il ne faut pas oublier que, de l'armistice du printemps 1945 à la fin de la décennie, Moscou, en appui sur les partis communistes locaux et par des moyens quelque peu discutables, happerait tout à fait officiellement la Bulgarie (1946), la Pologne (1947), la Roumanie et la Tchécoslovaquie (1948), la Hongrie (1949), donc plus d'un pays par an. Outre la RDA, la République démocratique allemande qui ne serait proclamée qu'en 1949 mais qui, depuis la fin de la guerre, était zone soviétique. Pour ce qui était de la Yougoslavie (1945) et de l'Albanie (1946), c'était de par la volonté de la majorité du peuple qu'elles s'étaient incorporées au camp communiste.

Après l'intervention britannique de 1944-1945 contre les résistants communistes qui avaient cru être en mesure d'imposer leur pouvoir, la Grèce, quant à elle, n'allait échapper aux griffes de Staline qu'au prix d'une guerre civile sanglante (1946-1949) soutenue sans vergogne d'un côté par Moscou et de l'autre par l'Angleterre et les États-Unis. Et qui se souvient du blocus par l'Armée rouge de Berlin-Ouest exclusivement ravitaillé, onze mois durant (du 23 juin 1948 au 4 mai 1949) par avions occidentaux, américains pour l'essentiel, blocus qui ouvrira la Guerre froide ?

Démonstration qui sera bientôt suivie de la guerre de Corée quand, en juin 1950, les Coréens du Nord, dont le territoire avait été sous contrôle de l'Armée rouge, envahiraient la Corée du

Sud, aussitôt secourue par l'ONU (alors boycottée par Moscou), autrement dit par les Américains renforcés de contingents internationaux, dont un bataillon de volontaires français. Rapidement en mauvaise posture, les nordistes seraient à leur tour épaulés, remplacés serait plus exact, par les masses déferlantes de « volontaires » communistes chinois (Mao Tsé-tung avait proclamé la République populaire de Chine le 1er octobre 1949).

Submergés, ce serait au tour des Américains et de leurs alliés de se replier à toutes jambes. Sans la sobre détermination du président Truman, le « petit vendeur de chemises du Missouri », qui aurait le courage de renvoyer à ses chères études le général Mac Arthur, commandant en chef, qui s'estimait le héros inamovible de la guerre du Pacifique, se voyait en futur président des États-Unis et prétendait bombarder les bases chinoises, de préférence à coup de bombes atomiques (dont les États-Unis n'étaient plus les seuls détenteurs depuis l'explosion soviétique de septembre 1949), on aurait risqué la Troisième Guerre mondiale.

C'est cette atmosphère de pré-guerre civile et de guerre générale en point d'interrogation qui explique la phrase fameuse de Malraux lancée du haut d'une des nombreuses tribunes d'où il tint des milliers d'auditeurs sous le pouvoir haletant de ses envolées lyriques : « Entre nous et les communistes, il n'y a rien ». Que le gaullisme soit devenu le seul rempart crédible contre la mainmise du communisme explique également le ralliement à de Gaulle, et en masse, des classes moyennes et celui – aussi temporaire que calculé – de cette part de la grande bourgeoisie ex-pétainiste qui lui avait reproché avec tant d'âcreté ses ministres communistes des gouvernements provisoires.

En effet, les choses allaient rudement dans les années 1947-1949, celles du lancement et de la montée en flèche du RPF. Des vagues de grèves prirent un caractère nettement insurrectionnel. Dans la Loire, les mineurs inondèrent plus de la moitié des puits de charbon. Ici et là, des représentants de l'État ou de l'ordre furent molestés. CRS et gendarmes tirèrent à plusieurs reprises pour se dégager ou libérer des camarades faits prisonniers. Il y eut plusieurs morts et des blessés nombreux. A Clermont-Ferrand, Jules Moch, le ministre socialiste de l'Intérieur, dut faire appel aux blindés. Dans les réunions organisées par le service de propagande de Malraux, les échauffourées du service d'ordre avec les commandos communistes étaient coutumiers. Souvent, les boulons volaient autant que les poings, parfois les billes d'acier tirées au lance-pierres (il y eut un mort à Grenoble). Et cela, sans mentionner les heurts classiques, mais en ce temps, systématiques, entre colleurs d'affiches.

C'est ce contexte qui, de plus, à deux ans à peine de la fin de la guerre qui imprègne encore tout à chacun, engendre le recrutement un peu spécial de ses collaborateurs par Malraux. Plus exactement, autour de Malraux s'aggloméra, par cooptation, une équipe entièrement constituée de Français libres et de résistants, et cela jusqu'à l'échelon des dactylos. A l'exception néanmoins de son secrétariat particulier que Malraux amena avec lui, composé d'une secrétaire sténotypiste et d'un secrétaire essentiellement dévoué à ses activités littéraires.

Le premier noyau de cette équipe s'était déjà mis en place à l'automne 1946, plusieurs mois avant la création officielle du Rassemblement, dans un petit immeuble miteux de la rue Taitbout, non loin de la gare Saint-Lazare. Là, dans le secret le plus jalousement gardé, derrière une porte lourdement barricadée sur laquelle veillait, de jour comme de nuit, un ancien marin breton (ex-FNFL, bien sûr), Jacques Soustelle, futur secrétaire général, Jacques Baumel, bientôt responsable des affaires politiques, Alain Bozel, déjà voué à la trésorerie, aidés de Madame Le Bozec, ex-déportée-résistante, préparaient les structures du mouvement à éclore. A quelle date précise, Diomède Catroux, neveu du Général, débarqua-t-il de son poste

diplomatique de New York pour s'installer de l'autre côté du bureau double de bois blanc dans la minuscule pièce dévolue à la presse ? Qu'importe ! L'ami « Dio » devait devenir l'adjoint de Malraux lorsque ce dernier prendrait ses fonctions au grand jour et que nous nous installerions boulevard des Capucines.

La révérence, l'admiration tout à la fois respectueuse et affectionnée que suscita vite Malraux chez ses proches collaborateurs (chez certains, cela toucha à la vénération sinon à la dévotion) ne tenait pas seulement à ses engagements d'avant-guerre et de la guerre, à son aura d'écrivain célèbre dans le monde entier, de compagnon écouté du général de Gaulle, mais aussi à l'attention qu'il leur portait, à l'évidente considération qu'il nourrissait pour chacun d'entre eux, quelle que fut leur responsabilité au sein de l'équipe – et s'en fut vraiment une ! – à l'élégance qu'il avait de s'adresser à eux comme s'ils étaient aussi intelligents et cultivés que lui, de réclamer leur point de vue... et d'écouter. Il savait aussi que la plupart avaient rallié ce nouveau combat au détriment d'une carrière encore une fois abandonnée, au prix de lourds sacrifices pécuniaires, sans évoquer, pour certains, la cellule familiale bouleversée par des emplois du temps que M. Marchais eut qualifiés de « scandale ».

Malraux possédait le don rare de faire s'élever ses interlocuteurs au-dessus d'eux-mêmes, de clarifier une pensée floue, d'extraire de leur gangue de considérations inutiles des jugements encore enfouis et indéfinis. André Gide a écrit qu'au sortir d'un entretien avec Malraux, on se sentait stupide. C'était exactement le contraire. Il vous révélait à vous-même votre meilleure part. Aussi ceux qui avaient le privilège de partager sa lutte quotidienne s'en sentaient-ils galvanisés, comblés, pour tout dire heureux.

Et puis il y avait ces galopades enchanteresses à travers les siècles et à travers l'univers de toutes les philosophies, de toutes les littératures, de toutes les sculptures, de toutes les traces humaines, et cela à propos de telle affiche en préparation ou du commentaire que tel pont de journalisme américain avait écrit d'un de ses discours, ou d'un trait du général de Gaulle lors de sa dernière conférence de presse.

Discours que Malraux n'écrira d'avance complètement qu'à dater de 1958, lorsqu'il redeviendra ministre. Du temps du RPF, même lorsqu'il s'agissait de « grand-messes » en présence de De Gaulle, il ne préparait que quelques phrases clés, quelques formules sûrement aiguës sur des languettes de papier qu'il faisait dactylographier, largement détachées les unes des autres, en ordre précis, par sa secrétaire. A elle, le jour du discours de l'enregistrer en sténotypie, puis de le transcrire pour impression éventuelle dans L'Étincelle, ou Le Rassemblement, plus tard dans Liberté de l'esprit, périodiques du RPF.

Malraux fut sans doute le dernier grand orateur du siècle dans le sens où on l'entendait avant l'extrême diffusion de la radio grâce au transistor et surtout de la télévision à quoi son éloquence déclamatoire ne convenait guère. Toutefois, qui n'a pas assisté à l'un de ses discours devant des milliers de militants, d'adhérents ou de simples sympathisants, ne peut avoir la moindre idée du choc émotif qu'il pouvait déclencher.

A un « Vel d'Hiv » de ces années folles d'espérance, ce fut – eut-on dit – le grondement régulier des vagues d'une marée montante à l'assaut d'une grève de galets, ou la rumeur sourde de râles de plaisir soufflés par les centaines et les centaines de poitrines de la foule des anonymes accrochés aux balcons et aux colonnes métalliques, au mépris de toute sécurité, qui scandait chacune des périodes de l'orateur, courbé vers le micro de son pupitre, la main droite voletante, le poing gauche fiché sur ses feuilles de notes, alors qu'à l'évidence la sonorisation

précaire de cette enceinte plus favorable aux courses de vélo qu'aux ardeurs politiques lui interdisait de saisir tous les mots que brouillaient de multiples échos.

Qu'il me soit permis d'employer le « je ». Le 17 avril 1948, aux assises de Marseille, premier anniversaire de la création du mouvement, je me trouvais dans la partie de la tribune réservée aux journalistes à qui, après l'allocution de mon patron, j'aurais à distribuer, au moment où il commencerait à le prononcer, le texte du discours du général de Gaulle, ronéoté à leur usage. Eh bien, lorsque Malraux dans un dernier élan, après avoir évoqué « les joncs murmurants et penchés » qui s'inclineraient un jour sur un lieu qui avait été Paris, s'écria en conclusion : « L'homme qui va parler est pour nous d'abord l'homme qui, sur le terrible sommeil de ce pays, en maintint l'honneur comme un invincible songe ; mais aussi le seul dont depuis des siècles la France ait pu dire, pendant des années, par-delà les passions misérables que nous entendons gargouiller aujourd'hui : Il n'est si pauvre fileuse en France qui n'eût filé pour payer sa rançon », il me fut donné de surprendre, dans les yeux de certains correspondants, même anglo-saxons, même parmi les plus coriaces, quelque chose qui ressemblait à s'y méprendre à de la buée.

Ces années du RPF conquérant furent, à ne pas douter, marquantes pour Malraux – outre qu'elles virent la floraison de ses premiers essais sur l'art. Trente ans plus tard, il y faisait encore souvent appel, évoquant tel ou tel souvenir des « Capucines ». Il y était attaché comme on l'est à une période d'engagement de guerre. Dans un de ses romans, il avait écrit que « la fraternité, c'est la mort affrontée ensemble ». Du temps des « Capucines », nous n'affrontions pas la mort, mais nous étions engagés ensemble, de toutes nos possibilités, dans une entreprise que nous jugions essentielle pour notre pays. A l'évidence, nous avons rencontré là, avec Malraux, la fraternité.

Vers la fin de 1950, les eaux se trouvant fort basses, le service de presse et de propagande allait être transféré au dernier étage du petit hôtel particulier du 5, rue de Solférino où le général de Gaulle avait un bureau qu'il occupait un ou deux jours par semaine. A l'étage au-dessus siégeaient Jacques Soustelle et tous les services du secrétariat général. Ce n'est pas, comme l'ont murmuré les bonnes âmes, parce que c'étaient d'anciennes chambres de bonnes qui lui avaient été attribuées et auxquelles on accédait par un étroit escalier de service que Malraux commença à se détacher. Tout simplement, il ne se sentait plus indépendant, ni nécessaire tandis que nos moyens d'intervention devenaient insuffisants. Bientôt Edmond Michelet accepta, avec sa bonhomie habituelle, de le remplacer. Nous estimant bafoués, nous accueillîmes avec une politesse que tout autre eût ressentie comme insultante cet homme de cœur qui força bien vite nos préventions d'enfants trop gâtés. Survint la déconvenue du 17 juin 1951. Alors les choses continuèrent à se déliter.